



PRÉSENCE DE MANUEL AZAÑA

Pôle Mémoire
2, boulevard Édouard Herriot
82000 MONTAUBAN

Montauban, le 15 mars 2021

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République française

Monsieur le Président,

L'hommage que vous venez rendre ce 15 mars devant la tombe de Manuel Azaña, en compagnie de M. Pedro Sánchez, président du gouvernement espagnol, marque une date mémorable pour les animateurs et les membres de notre association. Depuis 2006, *Présence de Manuel Azaña* réunit sans exclusive des descendants de l'exil républicain espagnol et des personnes de toute origine attachées à la reconnaissance de la place de la République espagnole dans notre Histoire. Elle a œuvré sans relâche pour sauvegarder le lieu de mémoire que constitue sa sépulture, pour y rendre chaque année un hommage public réunissant une large assistance et pour promouvoir des Journées Manuel Azaña proposant colloques historiques, expositions et spectacles. La collection des ouvrages publiés à la suite de ces Journées, que je vous remets en son nom, vous en donnera le témoignage.

En 2019, la visite de M. Pedro Sánchez nous a montré que la figure de Manuel Azaña, vilipendée jadis par la dictature franquiste, avait retrouvé en Espagne sa juste place : celle d'un intellectuel et d'un écrivain de haute tenue, d'un gouvernant intègre et entreprenant dont les réformes sortaient l'Espagne de ses archaïsmes, d'un chef d'État qui incarna les valeurs démocratiques attaquées par l'alliance de militaires factieux et de puissances étrangères totalitaires. Sans oublier le francophile qu'avait déçu l'attitude de la République française, espérant malgré tout dans son exil en France « trouver une seconde patrie ». Le geste que vous venez accomplir aujourd'hui vient réparer l'oubli dans lequel il était resté dans notre pays.

Cependant sa figure est restée une référence parmi nos concitoyens héritiers de l'exil espagnol. Il est très probable qu'à cette occasion, solennelle, vous receviez de nombreux courriers émanant d'associations animées par les descendants des républicains espagnols exilés en France en 1939 et pendant les longues années de la dictature. Le panorama des associations mémorielles espagnoles est important : les mémoires de l'exil républicain sont vivaces mais diverses. Depuis le tournant du siècle, de nombreuses associations mémorielles se sont créées en France, particulièrement en Occitanie, mais également dans de nombreuses régions, développant des activités culturelles et historiques.

Quatre-vingts ans après le grand exode de 1939 qui vit arriver en France presque un demi-million de réfugiés fuyant leur pays pour sauver leur vie ou leur liberté lors de l'instauration de la dictature franquiste, les mémoires des descendants des exilés républicains demeurent encore blessées. Blessées car leurs parents ont été admis sur le sol français comme des « étrangers indésirables » – selon la terminologie officielle de l'époque – et non comme les citoyens d'une République-sœur qui, les premiers en Europe, avaient affronté les régimes fascistes coalisés. Blessés car notre République a créé pour eux des camps intitulés alors, dans le vocabulaire administratif en vigueur

depuis 1914, camps de concentration. Le régime de Vichy trouvera ainsi à sa disposition des lieux tout prêts pour appliquer sa politique d'exclusion et de collaboration avec l'occupant.

Pourtant, nombre de républicains espagnols s'engageront dans la guerre aux côtés des Alliés et dans la Résistance, dans des mouvements français ou des réseaux autonomes. Pourtant, après la guerre mondiale, les républicains espagnols participeront à la reconstruction de leur nouveau pays et s'intègreront dans la société française. Beaucoup s'illustreront dans différents domaines culturels, marquant l'espace public par leurs œuvres, et leurs descendants, citoyens français, sont très nombreux dans divers secteurs d'activités, dans les professions libérales, dans tous les niveaux de l'enseignement, dans les médias et la vie culturelle.

Mais, pendant des décennies, l'histoire des républicains espagnols, éclipsée par d'autres tragédies survenues pendant la guerre mondiale, a été oubliée, voire occultée. Les reconnaissances de leur participation à la guerre et à la Résistance ont été tardives : en 2004 par la ville de Paris, en 2004-2005 par les autorités régionales à Toulouse et Bordeaux, en 2009 par la région Languedoc-Roussillon. C'est en 2014, 70 ans après la libération de Paris, qu'un président de la République française – François Hollande – a, le 25 août, pour la première fois, reconnu officiellement le rôle de la *Nueve* et des républicains espagnols dans la libération de Paris et de la France.

Comment parvenir à cicatriser les blessures des nombreux citoyens de ce pays issus de l'exil espagnol ? En reconnaissant officiellement la responsabilité de la France dans la défaite de la jeune République espagnole, avec la politique de non-intervention, que Manuel Azaña qualifiait de « crime politique ». En reconnaissant l'indignité de l'accueil en France des réfugiés républicains qui s'est soldé par un véritable désastre sanitaire et humanitaire. Et en célébrant nationalement la contribution des républicains espagnols à la défense et à la libération de la France au travers de multiples engagements.

Une journée pourrait être dédiée à l'exil espagnol ; pourquoi pas le 9 février, correspondant aux jours de la *Retirada* de 1939 et à la date de promulgation, par Franco, de la « loi des responsabilités politiques », loi à portée rétroactive qui frappait tous ceux qui, depuis 1934, avaient soutenu la République.

Un lieu de mémoire de l'exil espagnol pourrait être créé dans une ville fortement marquée par cet exil. Ce pourrait être la ville de Montauban, où la valeur symbolique de la sépulture de Manuel Azaña devrait dès à présent recevoir la protection de l'État au titre de monument historique. Le choix pourrait également se porter sur la ville de Toulouse, qui fut pendant des années une capitale politique de l'exil espagnol.

Nous espérons que ces brefs rappels seront de nature à éclairer votre vision de cette histoire longtemps oubliée mais dont la force mémorielle irrigue encore aujourd'hui de nombreux secteurs de la société. Nous restons à votre disposition pour plus amples informations.

En attendant votre réponse, nous vous prions de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de notre haute considération.

Jean-Pierre Amalric, président de l'association, historien, professeur émérite des Universités.

Geneviève Dreyfus-Armand, vice-présidente de l'association, historienne, conservateur général honoraire des Bibliothèques.

José Ibarz, enseignant retraité, trésorier de l'association.

Bruno Vargas, vice-président de l'association, maître de conférences, Institut national universitaire Champollion.